

La forte augmentation des émissions mondiales de CO2 confirme l'épuisement de notre crédit-carbone

Par *admin*

Créé le 04/12/2009 - 00:00

Edito : La forte augmentation des émissions mondiales de CO2 confirme l'épuisement de notre crédit-carbone

Jeudi, 03/12/2009 - 23:00 [0 commentaire](#)

- [Diminuer la police](#)
- [Augmenter la police](#)
- [Imprimer](#)
- [Version PDF](#)

-
- [Tweeter](#)
-
-

0 avis :



[zoom](#)

Alors que va s'ouvrir le sommet de Copenhague qui doit définir les objectifs mondiaux de réduction d'émissions de gaz à effet de serre pour l'après Kyoto (2012), une étude internationale mérite d'être méditée. Elle vient de montrer que les émissions de dioxyde de carbone (CO2) provenant des combustibles fossiles ont augmenté de 29 % depuis l'an 2000, et un nombre croissant de preuves suggèrent une diminution de la capacité des puits naturels de carbone à absorber ce surplus. Ces faits font partie des principaux résultats obtenus par une importante initiative internationale pour calculer le "budget carbone" de notre planète.

L'étude, publiée en ligne par la revue Nature Geoscience le 17 novembre 2009 (Trends in the sources and sinks of carbon dioxide), a été soutenue par l'UE dans le contexte du projet CARBOOCEAN («Marine carbon sources and sinks assessment»). Selon les chercheurs, le taux de carbone atmosphérique a augmenté de 1,8 ppm (partie par million) en 2008, atteignant 385 ppm. C'est une augmentation de 38 %

par rapport au taux préindustriel de CO₂, qui était de 280 ppm. En fait, le taux de CO₂ atmosphérique est plus élevé aujourd'hui qu'il ne l'a jamais été au cours des 2 derniers millions d'années.

La majeure partie de l'augmentation des émissions peut être attribuée à la combustion de combustibles fossiles tels que le charbon, le pétrole et le gaz naturel. Les émissions correspondantes ont augmenté de 29 % depuis l'an 2000 et de 41 % depuis 1990, l'année de référence du protocole de Kyoto. De plus, alors que les émissions de CO₂ n'ont augmenté, en moyenne, que de 1 % par an, au cours des années 90, elles ont augmenté d'environ 3,6 % chaque année entre 2000 et 2007. »

«Les émissions suivent la moyenne des pires scénarios avancés par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC)». En étudiant les changements escomptés du Produit intérieur brut (PIB), l'équipe s'attend à ce que les émissions pour 2009 redescendent au niveau des taux de 2007 avant d'augmenter de plus belle en 2011.

Quelle est donc la cause de cette augmentation ? Le responsable principal est le charbon, qui a devancé le pétrole comme premier combustible fossile. Le charbon est responsable de 40 % des émissions de CO₂ provenant des combustibles fossiles en 2008, contre 37 % pour la période de 1990 à 2000. À l'opposé, la contribution du pétrole dans le total des émissions de CO₂ de combustibles fossiles est tombée de 41 % dans les années 1990 à 36 % pour 2008.

Alors que les émissions des pays développés restaient relativement stables au cours des dernières années, les émissions des pays en développement ont augmenté brusquement. Néanmoins, près d'un quart de l'augmentation des émissions provenant des pays en développement est due à la production de biens et services destinés aux pays développés. Les économies émergentes ou en développement émettent désormais davantage de gaz à effet de serre que les pays développés, précisent les chercheurs, et cela est dû à l'évolution des échanges internationaux et à la délocalisation d'un grand nombre d'activités industrielles vers des pays en développement. En Chine par exemple, 50 % de l'augmentation des émissions de CO₂ entre 2002 et 2005 est liée aux exportations.

Autre exemple, le Royaume-Uni, où les émissions du pays ont diminué de 5 % entre 1992 et 2004, tandis que les émissions fondées sur les biens consommés en partie produits dans les pays du Sud ont augmenté de 12 %.

L'activité des cimenteries, la combustion des fossiles liée au transport, à la production énergétique ou à l'activité industrielle, ne sont pas seules en cause. Les changements d'usage des sols comptent aussi pour environ 1,2 GtC. "Il s'agit pour l'essentiel des conséquences de la déforestation dans les régions tropicales", explique le climatologue Philippe CIAIS (Laboratoire des sciences du climat et de l'environnement), coauteur de l'étude.

Que sont devenues les quelque 10 GtC émises au total en 2008 ? Les auteurs estiment que 40 % ont été fixées par les écosystèmes terrestres ou marins. "Le puits qui fonctionne le mieux est encore la végétation terrestre, dit M. Ciais. Mais l'océan donne des signes relatifs de faiblesse." Les émissions provenant de l'exploitation des sols tels que la déforestation et les feux de forêts ont peu changé au cours de la dernière décennie. Suite à l'augmentation des émissions provenant des combustibles fossiles, la proportion des émissions de CO₂ libérées par l'exploitation des sols a diminué ces dernières années : en 2008, elle ne représentait que 12 % du total des émissions de CO₂.

De 1959 à 2008, les puits naturels de carbone ont absorbé en moyenne 57 % des émissions de CO₂ d'origine anthropique chaque année. Toutefois, des preuves confirment que l'efficacité de ces puits diminue ; il y a 50 ans, ils absorbaient 60 % de nos émissions, ces dernières années, ils sont à environ 55

%, soit une perte d'efficacité de 8 % en 50 ans (0,16 % par an). Les modèles informatiques suggèrent que cet affaiblissement des puits de carbone serait une conséquence du changement climatique. Pourtant, davantage de travaux sont nécessaires afin de mieux déterminer où va le carbone et quelles sont les causes du changement de l'efficacité des puits de carbone.

«La seule manière de maîtriser le changement climatique est de réduire sérieusement les émissions de CO₂ mondiales», commente l'auteur principal de l'étude, le professeur Corinne Le Quéré de l'université d'East Anglia au Royaume-Uni et du Groupe d'études britanniques de l'Antarctique. L'étude souligne que «la réduction durable des émissions après la crise économique passe par la restructuration de l'utilisation énergétique primaire afin de découpler les émissions de CO₂ et le PIB».

Une autre étude réalisée sur la fonte des glaces par l'université d'Utrecht aux Pays-Bas montre que la fonte rapide des calottes glaciaires du Groenland et d'une partie de l'Antarctique va entraîner une hausse du niveau des mers bien plus forte qu'on ne le pensait. Cela provoquera par exemple des inondations qui bouleverseront radicalement la configuration de certaines villes de la côte est des Etats-Unis, de Miami à Baltimore, d'après cette étude. Le réchauffement du climat de la planète fera monter d'au moins un mètre le niveau des mers du globe d'ici la fin du XXI^e siècle.

Cette prévision très sombre vient malheureusement d'être confirmée par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec), dans son dernier rapport intitulé « Le diagnostic de Copenhague » qui souligne que "Si l'on tient compte des calottes glaciaires et des glaciers, la montée du niveau des mers pourrait excéder un mètre en 2100, voire deux mètres. C'est bien plus que ce qui avait été prévu ([Voir rapport du GIEC](#)).

Enfin, une étude publiée le 23 novembre par le WWF et l'assureur Allianz montre qu'en cas d'augmentation du niveau de la mer d'un demi-mètre d'ici à 2050, le coût planétaire lié aux dommages d'inondations dans plus d'une centaine de grandes villes côtières pourrait s'élever à **28 000 milliards de dollars**, soit 18 840 milliards d'euros, soit dix fois plus que ce qu'a coûté la crise financière et environ 20 % du produit mondial brut prévu en 2050.

Ces études comme deux autres publications publiées le 30 avril 2009 dans la prestigieuse revue britannique Nature, confortent le bien fondé d'une nouvelle approche et d'un renversement de perspective qui consisterait à considérer le carbone comme un compte bancaire. Cette approche consiste à déterminer le maximum de carbone qu'il est possible de rejeter dans l'atmosphère pour ne pas dépasser une hausse globale de température de 2°C, calculée depuis la révolution industrielle.

Ces récentes études montrent que plutôt que de fixer des taux d'émission (des baisses en pourcentage comme le proposent de nombreux pays) ou une teneur maximale en gaz carbonique dans l'atmosphère, mieux vaut déterminer le crédit total de carbone que l'on peut dépenser sans prendre le risque d'un réchauffement supérieur à 2°C. Ils calculent que cette limite a 50 % de chances d'être atteinte quand les activités humaines auront rejeté mille milliards de tonnes de carbone (depuis la révolution industrielle). La moitié de ce solde a déjà été atteint en 2008. Mais il ne faudra que 20 ans au rythme actuel pour que le seuil de mille milliards de tonnes de carbone soit franchi.

Dans le second article publié en avril 2009, les scientifiques parviennent à la même conclusion. C'est bien le total des émissions de carbone qui représente le mieux l'ampleur du réchauffement climatique. Ils calculent qu'il faut impérativement limiter à 190 milliards de tonnes (190 gigatonnes) nos émissions de carbone d'ici 2050 pour avoir une probabilité de 75 % que le réchauffement soit inférieur à 2°C en 2100. Cela représente seulement vingt ans d'activités humaines au rythme actuel.

Enfin, le GIEC, dans son rapport du 24 novembre souligne que « Pour limiter le réchauffement à 2 degrés, il faut que les émissions cessent d'augmenter entre 2015 et 2020 et diminuent ensuite rapidement. "Une société mondiale "décarbonée" - avec zéro émission de CO2 et d'autres gaz à effet de serre durables - doit être atteinte bien avant la fin du siècle".

Ce quasi-consensus scientifique au niveau mondial nous amène à revoir à la hausse nos objectifs de réductions d'émissions de Co2 : à présent nous savons que, si nous voulons avoir une chance de limiter à "seulement" deux degrés, l'augmentation de la température, c'est bien l'ensemble de la planète qui va devoir diviser par quatre ses émissions de gaz à effet de serre et notamment de carbone et de méthane.

Nous devons donc non seulement réorganiser nos sociétés développées autour de ces objectifs vitaux mais également repenser complètement nos relations politiques, économiques et commerciales et nos modes de coopération et d'aides avec les pays pauvres ou en voie de développement, de manière à leur donner les moyens de réaliser cette transition énergétique, tout en assurant leur nécessaire développement économique. Ce défi mondial est immense et nous devons, dès à présent, en prendre la mesure et changer radicalement nos comportements et nos orientations économiques si nous voulons éviter la catastrophe climatique annoncée par les scientifiques.

René Trégouët

Sénateur honoraire

Fondateur du Groupe de Prospective du Sénat

Noter cet article :

Recommander cet article :

-
- [Tweeter](#)
-

- **Nombre de consultations :** 265
- **Partager :**
 - [Facebook](#)
 - [Viadeo](#)
 - [Twitter](#)
 - [Wikio](#)

URL source: <https://www.rtflash.fr/forte-augmentation-emissions-mondiales-co2-confirme-l-epuisement-notre-credit-carbone/article>